

APC, ASI, ASMAC, ASPAS, COMMUNICATION, ECH, FSFP, FSSF, GARANTO, SER, SES SUISSE, SEV, SSM, SSP, SYNA, TRANSFAIR, ZV

Communiqué de presse

En formant une alliance historique, 17 syndicats et associations du personnel du secteur public s'opposent au démantèlement des services publics. C'est la journée nationale d'action et de protestation du 23 septembre 2004 qui marquera le début de ce mouvement de protestation à durée indéterminée.

Du jamais vu! Pour la première fois, 17 syndicats et associations professionnelles des services publics, rassemblant 330 000 membres, ont décidé de former une alliance. Au moyen d'une campagne commune, ces organisations luttent contre les mesures visant à miner les services publics. Cette campagne est soutenue par des syndicats et associations représentant le personnel qui fournit les prestations de service public les plus importantes de Suisse. Il s'agit d'organisations de personnel des secteurs suivants: santé, éducation, police, douanes et gardes-frontières, transports publics, communication et administrations publiques à tous les échelons. Par ailleurs, les revendications de cette alliance sont également soutenues par les organisations syndicales faitières et d'autres associations professionnelles collaborant dans le cadre de la Conférence Ebenrain, la plus grande alliance des salarié-e-s de Suisse.

Manifeste commun

Au moyen d'un manifeste rédigé en commun, les 17 organisations critiquent le fait que la volonté exprimée par le souverain n'est pas respectée par les instances politiques: en rejetant le paquet fiscal le 16 mai dernier, le peuple suisse s'est en effet clairement prononcé en faveur de services publics performants. **Or, les programmes de démantèlement prévus par la Confédération, les cantons et les communes visent à réaliser des économies cumulées de plus de 9 milliards de francs au cours de ces quatre prochaines années et menacent des domaines vitaux tels que la santé, la formation, le secteur social, les transports publics ainsi que la sécurité intérieure et extérieure. Le démantèlement planifié de près de 20 000 emplois péjore les conditions de travail du personnel du secteur public et aggrave la situation déjà tendue du marché du travail.**

Dans leur manifeste, les organisations responsables de cette mobilisation demandent aux parlements cantonaux et au Parlement fédéral de refuser les programmes de démantèlement envisagés et de mettre un terme à la politique des caisses vides ainsi qu'à la dégradation continue des conditions de travail du personnel du secteur public. Dans le cas contraire, la Suisse perdrait un atout important pour l'évolution future de sa place économique, en raison de la dégradation de ses prestations de service public.

Action de protestation de l'alliance contre le démantèlement

Afin de donner du poids à leurs revendications, les 17 organisations appellent à une journée nationale de protestation contre le démantèlement des services publics, qui se déroulera le 23 septembre 2004.

Durant cette journée, de nombreuses actions décentralisées seront menées (les informations à ce sujet se trouvent en annexe, dans le document "Actions 23 septembre"). Voici quelques exemples des actions prévues:

- Dans les villes de Bâle, Baden, Coire, Delémont, Fribourg, Genève, Lausanne et Zurich, des manifestations auront lieu.
- Dans les cantons de Vaud et de Genève, des débrayages vont être organisés et en Ville de Berne et dans les hôpitaux du canton du Jura, il y aura des pauses de protestation.
- Des actions seront également menées aux postes frontières.

- Devant les offices de poste, des actions sont prévues pour soutenir l'initiative "Services postaux pour tous!"
- Dans les cantons de Saint-Gall et d'Appenzell Rhodes-Extérieures, on pourra reprendre son souffle en faisant le plein dans des "stations d'air" spécialement installées pour l'occasion.
- **Bon nombre d'écoles vont organiser une "journée portes ouvertes" avec exposition d'affiches en faveur de l'image de la profession des enseignantes et enseignants.**
- Quant au personnel de la Confédération, il protestera devant le Palais fédéral et organisera un grand rassemblement.
- Des récoltes de signatures en faveur d'initiatives (Lucerne) et d'appels (Genève) sont prévues.
- Devant les administrations et les entreprises publiques, l'on distribuera des tracts.
- Dans de nombreux services, le personnel portera un badge de solidarité avec les actions de cette journée nationale de protestation.

Début d'une campagne

Pour conclure, il faut souligner que la journée du 23 septembre 2004 représente le début d'une campagne contre le démantèlement des services publics et que les 17 organisations constituant cette alliance vont poursuivre leur mobilisation.

14 septembre 2004